

Polémique autour de la pénurie de carburant au Burundi

Deutsche Welle, 25.09.2017. Alors que les files d'attente pour obtenir du carburant se multiplient au Burundi, les pouvoirs publics accusent les gérants de stations-service de détournement. Des gérants qui assurent ne pas pouvoir fournir plus. La pénurie est plus visible que jamais. Les files d'attente aux stations-service s'allongent au Burundi.

Rencontré à la Gare du nord, Martin Niyungeko se hâte pour ne pas rater le bus afin de rejoindre son travail à sept heures et demie. "Je dois me déplacer à pied alors que j'ai normalement un véhicule. C'est très choquant, c'est très grave", raconte-t-il. Et de lancer un appel au gouvernement. "Il faut que le carburant soit disponible dans toutes les stations, la situation devient précaire." Le phénomène touche de nombreuses localités du pays et impacte toutes les activités qui fonctionnent au ralenti. Les pompistes mises en cause. Alors qu'il fait la queue à la pompe, Zabulon Niyukuri en appelle au gouvernement mais aussi aux acteurs économiques. "Il faut qu'ils fassent des efforts pour que cette source d'énergie stratégique soit disponible", estime-t-il. "Le rythme de la vie économique, professionnelle et sociale en dépend !" Le manque de devises dans les caisses de l'Etat et la réduction des importations pourraient être les principales raisons de cette pénurie. Mais le gouvernement, via son ministre de l'Energie et mines, pointe du doigt les stations services, les accusant de spéculer sur la pénurie. Approvisionnement parallèle. De leur côté, les gérants des stations Kobil, une des principales entreprises contrôlées au Burundi, nient toute responsabilité tout en refusant de livrer le moindre détail à la presse. Sous couvert d'anonymat, un pompiste rejette l'accusation du gouvernement et se confie à la Deutsche Welle. "C'est un mensonge du gouvernement ! Peut-être est-ce le cas dans certaines stations où le carburant manque et le jour suivant il est disponible. Mais pour ma part, je ne maîtrise pas le problème de l'importation. Nous avons un peu de mazout, autour de 500 litres. Quand le carburant est disponible nous le servons, tout simplement", assure-t-il. Pour l'heure, avec la pénurie, beaucoup d'automobilistes s'approvisionnent au marché noir où les prix sont plus chers, ce qui influe sur les prix du transport vers les provinces.